

Commune de FOUCRAINVILLE (27220)

Compte-rendu du conseil municipal

Séance ordinaire du vendredi 10 décembre 2021 à 18h30

L'an deux mil vingt et un, le dix décembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Geoffrey CUFFAUX-CLAMAMUS, Maire.

Présents : Monsieur Geoffrey CUFFAUX-CLAMAMUS, Madame Anne DA COSTA, Madame Margaux RAOUL, Monsieur Nicolas PINAULT, Madame Séverine GIPSON, Monsieur Romain TIERCE

Absent : Madame Sarah THOMAS

Secrétaire de séance : Margaux RAOUL

ORDRE DU JOUR

Délibérations concernant les points suivants :

- Remboursement achat de décorations de Noël à madame THOMAS Sarah,
- Modalités et critères d'éligibilité aux présents qui seront offerts lors des vœux du Maire le 9 janvier 2022,
- Décision modificative au budget N°2, insuffisance crédits chapitre 65,
- Débat sur la protection sociale complémentaire,
- Questions diverses

1. DÉLIBÉRATION AUTORISANT LE REMBOURSEMENT DE LA FACTURE D'ACHAT DES DECORATION DE NOËL À Mme THOMAS Sarah délibération 2021-27

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que pour la première année, un sapin de Noël a été installé sur le parvis de la Mairie. Pour le décorer madame THOMAS Sarah a acheté des boules et guirlandes au magasin STOKOMANI sur ses fonds propres. Monsieur le maire propose au conseil municipal de lui rembourser la facture qui s'élève à un montant de 42.64€ HT soit 51.17€ TTC

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- Autorise le remboursement de la facture à madame THOMAS pour le montant de 42.64€ HT soit 51.17€ TTC

2. DÉLIBÉRATION DÉCIDANT DES MODALITÉS ET CRITÈRES D'ATTRIBUTION DES PRÉSENT REMIS LORS DE LA CÉRÉMONIE DES VŒUX DU MAIRE 2022 délibération 2021-28

Comme évoqué lors du précédent conseil du 10 novembre 2021, le conseil municipal souhaiterait profiter de la cérémonie des vœux du maire 2022 qui devait avoir lieu le dimanche 9 janvier 2022, pour offrir des présents aux :

- Nouveaux habitants,
- Aux seniors de la commune.

Malheureusement les restrictions sanitaires ne permettent pas actuellement de maintenir la cérémonie dans de bonnes conditions.

Les présents pour les seniors seront distribués à domicile en fin d'année et les présents aux nouveaux arrivants seront distribués à l'occasion du pot de l'amitié le 26 juin

Le conseil municipal souhaite un offrir un présent symbolique de la commune, l'entreprise Olessen basée sur la commune symbolise et représente particulièrement l'identité de la commune, elle est choisi pour la réalisation des présents.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- Le montant plafond des présents est fixé à : 50,00€ par personne ou 75.00€ par couple,
- L'âge d'éligibilité pour les présents « seniors » est fixé à : 65 ans
- La date d'éligibilité aux présents « nouveaux arrivants » est fixée au : à partir du 01/01/2021 sous réserve de s'être fait connaître à la mairie
- Le règlement des factures s'effectuera au compte 6232 « fêtes et cérémonies »

3. DECISION MODIFICATIVE AU BUDGET N°2 POUR INSUFFISANCE DE CREDITS AU CHAPITRE 65 délibération 2021-29

Monsieur le maire expose au conseil municipal, que bien que les crédits au chapitre 65 (Autres charges de la gestion courante) sur lequel sont mandatés la participation communale au service de secours et incendie, la participation aux frais de scolarité des enfants de la commune, ainsi que les indemnités et cotisations des élus a été insuffisamment crédité lors de l'élaboration du budget, en effet, la commune de MOUSSEAUX-NEUVILLE a facturé cette année 4 ans au lieu de 2 habituellement et nous avons plus d'enfants scolarisés qu'auparavant soit 8 997.64€.

A ce jour, les crédits restants ne permettent pas de verser les indemnités et charges des élus pour le mois de décembre ainsi que les frais de scolarité de la commune Saint-André-de-L'eure.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, accepte la proposition de modification au budget tel que présentée.

DÉSIGNATION	DÉPENSES		RECETTES	
	DIMINUTION DE CREDITS	AUGMENTATION DE CREDITS	DIMINUTION DE CREDITS	AUGMENTATION DE CREDITS
FONCTIONNEMENT				
D-6531 Indemnités	0 €	3 000.00€	0 €	0 €
TOTAL D 65	0 €	3 000.00€	0 €	0 €
D 6718 Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 000.00€	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 Charges exceptionnelles	3 000.00€	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	3 000.00€	3 000.00€	0.00 €	0.00 €
TOTAL GENERAL		0.00 €		0.0

4. DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE DES AGENT COMMUNAUX DE LA COMMUNE DE FOUCRAINVILLE

Préambule :

Depuis 2007, dans le cadre de leur politique d'accompagnement social à l'emploi, les collectivités locales et leurs établissements ont la possibilité de participer financièrement aux contrats souscrits par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance, pour faciliter l'accès aux soins et couvrir la perte de rémunération en cas d'arrêt prolongé de travail lié à une maladie ou à un accident.

Le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents a précisé ces possibilités.

Ce dispositif de protection sociale complémentaire permet actuellement aux employeurs publics de participer :

- Soit au coût des contrats individuels souscrits directement par les agents dès lors que ceux-ci sont labellisés, c'est-à-dire référencés par des organismes accrédités,
- Soit au coût des contrats souscrits par les employeurs eux-mêmes auprès de prestataires mutualistes, dans le cadre de **conventions dite de participation** signée après une mise en concurrence afin de sélectionner une offre répondant aux besoins propres de leurs agents. Cette procédure peut être conduite par la collectivité elle-même ou être confiée au Centre de gestion agissant de manière groupée pour toutes les collectivités intéressées.

Pour leur part, depuis le 1^{er} janvier 2016, les employeurs du secteur privé ont l'obligation de proposer une couverture complémentaire de santé collective à l'ensemble de leurs salariés, avec une obligation de financement au minimum de 50% de la cotisation. Les salariés, quant à eux, ont en principe l'obligation d'adhérer à la mutuelle collective.

Dans le but d'harmoniser les pratiques et les droits entre la fonction publique et les entreprises privées, le législateur a souhaité engager une réforme de la protection sociale complémentaire à travers la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Les nouvelles obligations en matière de protection sociale complémentaire :

Prise en application de cette loi, l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 redéfinit la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Dans l'attente des décrets d'application qui devraient paraître d'ici la fin de l'année, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà connues.

Ainsi, la **participation financière des employeurs publics, jusqu'à présent facultative, deviendra obligatoire** au :

- 1^{er} janvier 2025 pour les contrats de prévoyance (maintien de salaire, invalidité, décès) souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera au minimum de 20% d'un montant de référence précisé par décret,
- 1^{er} janvier 2026 pour les contrats de santé (mutuelles santé pour lunettes, médicaments,...) souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera alors de 50% minimum d'un montant de référence précisé par décret.

Néanmoins, pour les conventions de participation déjà mise en place avant le 1^{er} janvier 2022, ce qui est le cas du Centre de Gestion de l'Eure, en ce qui concerne la prévoyance maintien de salaire (2019-2024) les dispositions de l'ordonnance ne seront applicables qu'au terme de ladite convention.

Pour la mise en œuvre de cette réforme au niveau local, l'ordonnance prévoit que les collectivités et leurs établissements organisent, au sein de leurs assemblées délibérantes, un **débat sur la protection sociale complémentaire** dans un délai d'un an à compter de la publication de l'ordonnance, soit avant le 18 février 2022 puis, régulièrement, dans un délai de 6 mois à la suite du renouvellement général de ces assemblées.

Ce débat doit notamment porter sur les enjeux de la protection sociale complémentaire, la nature des garanties envisagées, le niveau de participation de la collectivité et sa trajectoire, le calendrier de mise en œuvre et l'éventuel caractère obligatoire des contrats sur accord majoritaire.

Concernant ce dernier point, il est rappelé que l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique, prévoit que des accords peuvent être conclus et signés au niveau local dans le cadre de négociations entre les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires et l'autorité territoriale.

En cas d'**accord majoritaire** portant sur les modalités de la mise en place d'un contrat collectif (convention de participation), cet accord pourra prévoir :

- Le niveau de participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire en « santé » et/ou « prévoyance ».
- L'adhésion obligatoire des agents à tout ou partie des garanties que ce/ces contrats collectifs comportent.

Les enjeux du dispositif de protection sociale complémentaire :

Pour l'agent, la protection sociale complémentaire représente un enjeu important compte tenu notamment de l'allongement de la durée des carrières et des problèmes financiers et sociaux que peuvent engendrer des arrêts de travail prolongés et/ou répétés.

Dans bien des cas, le placement en demi-traitement ou le recours à des soins coûteux, entraîne des difficultés de tous ordres et parfois des drames humains.

L'objectif de la réforme est donc bien de tendre vers une couverture totale des agents de la fonction publique territoriale, à l'instar des salariés du privé aujourd'hui.

Pour les employeurs territoriaux, il s'agit d'une véritable opportunité de valoriser leur politique de gestion des ressources humaines.

En prenant soin de leurs agents, les collectivités créent une dynamique positive et accroissent l'attractivité des emplois qu'elles ont à pourvoir.

In fine, l'objectif est de garantir la qualité de service aux habitants de leur territoire.

Cette protection sociale vient compléter les dispositifs de prévention des risques au travail, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences existantes et concoure à limiter la progression de l'absentéisme.

Selon un baromètre IFOP pour la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) de décembre 2020, basé sur 301 collectivités et EPCI interrogés, la couverture des agents est la suivante :

- ✓ 2/3 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire santé : 62% ont choisi la labellisation et 38% la convention de participation. Le montant de la participation s'élève en moyenne à 18,90 euros par mois et par agent (contre 17,10 euros en 2017).
- ✓ Plus des 3/4 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire prévoyance : 62% ont choisi la convention de participation et 37% la labellisation. Le

montant de la participation s'élève en moyenne à 12,20 euros par mois et par agent (contre 11,40 euros en 2017).

Ils mettent en avant que cette participation financière améliore les conditions de travail et la santé des agents, l'attractivité de la collectivité en tant qu'employeur, le dialogue social et contribue à la motivation des agents.

Cette participation financière doit s'apprécier comme un véritable investissement dans l'humain et non sous un angle purement budgétaire.

Pour rappel, la « **complémentaire santé** » concerne le remboursement complémentaire des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident, afin de diminuer le reste à charge de l'assuré.

	Taux de remboursement moyen de la Sécurité Sociale
Honoraires des médecins et spécialistes	70%
Honoraires des auxiliaires médicaux (<i>infirmière, kiné, orthophoniste...</i>)	60%
Médicaments	30% à 100%
Optique, appareillage	60%
Hospitalisation	80%

Dans le cadre de la conclusion d'une convention de participation « santé », le contrat collectif devra être proposé aux agents actifs mais aussi aux retraités (solidarité intergénérationnelle) et couvrir les garanties minimales suivantes :

- La participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations des organismes de sécurité sociale,
- Le forfait journalier en cas d'hospitalisation,
- Les frais pour les soins dentaires prothétiques ou d'orthopédie dentofaciale et pour certains dispositifs médicaux à usage individuel admis au remboursement.

Un décret déterminera le niveau de prise en charge de ces dépenses ainsi que la liste des dispositifs médicaux pour soins dentaires et optiques entrant dans le champ de cette couverture.

S'agissant de la « **prévoyance** » ou « garantie maintien de salaire », celle-ci permet aux agents de se couvrir contre les aléas de la vie (*maladie, invalidité, accident non professionnel, ...*) en leur assurant un maintien de rémunération et/ou de leur régime indemnitaire en cas d'arrêt de travail prolongé.

Il est rappelé qu'au-delà de trois mois d'arrêt pour maladie ordinaire, l'agent concerné perd la moitié de son salaire et, au-delà de douze mois, la totalité.

La couverture des risques en matière de « prévoyance » concerne :

- L'incapacité de travail : maintien de rémunération pendant la période de demi-traitement pour maladie,
- L'invalidité : maintien de rémunération pendant la période allant de la reconnaissance d'invalidité jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite,
- L'inaptitude : poursuite de l'indemnisation après l'invalidité, par un complément de retraite sous forme de capital afin de compenser la perte de retraite due à l'invalidité, à partir de l'âge légal de départ à la retraite,
- Le décès : indemnisation correspondant à 100% de la rémunération indiciaire annuelle brute en cas de décès en activité.

Dans le cadre de la conclusion d'une convention de participation, il est possible de décider des garanties minimales proposées aux agents, de l'assiette de cotisations incluant le traitement indiciaire, la nouvelle bonification indiciaire et/ou le régime indemnitaire et des prestations versées (*maintien de rémunération pouvant aller de 80% à 95% du traitement net*).

L'accompagnement du Centre de gestion :

L'ordonnance du 17 février 2021 prévoit que les Centres de Gestion ont pour **nouvelle mission obligatoire**, à compter du 1^{er} janvier 2022, la conclusion de conventions de participation en « santé » et « prévoyance » à l'échelle départementale ou supra-départementale, en association notamment avec d'autres Centres de Gestion.

Cette mission s'accomplissant semble-t-il sans mandat préalable, une enquête auprès des employeurs locaux devra permettre de recueillir les besoins et d'affiner les statistiques de sinistralité pour les intégrer dans le cahier des charges de consultation des prestataires. Les collectivités et établissements publics pourront adhérer à ces conventions départementales (ou supra-départementale) par délibération, après avis du Comité technique, et signature d'une convention avec le Centre de Gestion.

L'adhésion à ces conventions demeurera naturellement facultative pour les collectivités, celles-ci ayant la possibilité de négocier leur propre contrat collectif ou de choisir de financer les contrats individuels labellisés de leurs agents.

La conclusion d'une convention de participation à l'échelle départementale ou supra-départementale vise, d'une part, à une harmonisation des politiques d'accompagnement social à l'emploi au sein d'un territoire et, d'autre part, permet une plus grande mutualisation des risques ce qui rend plus attractif le rapport prix/prestations.

Dans ce cadre, les 5 Centres de Gestion normands (Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine-Maritime) envisagent de s'associer pour la mise en place de conventions de participation en santé et en prévoyance.

Ils pourraient alors être amenés à conduire ensemble les consultations, les négociations et la mise au point des conventions avec les prestataires retenus. Toutefois, chaque Centre de gestion restera l'interlocuteur unique des collectivités de son département qui souhaitent adhérer à l'une et/ou l'autre des conventions de participation.

En l'absence des décrets d'application permettant d'engager la procédure de consultation, les Centres de gestion devraient être en mesure de proposer les deux conventions de participation « santé » et « prévoyance » à compter du 1^{er} janvier 2023.

Enfin, il est rappelé que le CDG 27 a conclu le 1^{er} janvier 2019, pour 6 ans avec SOFAXIS/CNP, une convention de participation portant uniquement sur le risque « prévoyance » au profit des seules collectivités lui ayant donné mandat.

A titre informatif, sur les 270 collectivités ayant mandaté le CDG, 200 collectivités ont finalement adhéré afin que leurs agents bénéficient du contrat groupe « prévoyance », ce qui représente à ce jour 3033 agents.

Les collectivités et établissements concernés, pourront adhérer à la nouvelle convention de participation soit au terme de la convention actuelle, soit en résiliant de façon anticipée la convention actuelle.

Pour la commune de FOUCRAINVILLE, à ce jour,

DISPOSITIF EXISTANT POUR LE RISQUE SANTE :

- ✓ la collectivité ne participe pas actuellement à la protection sociale complémentaire de ses agents pour le risque « Santé ».

PERSPECTIVE POUR LE RISQUE SANTE

La collectivité est susceptible d'adhérer à la convention de participation qu'envisagent de mettre en place par les Centres de Gestion Normands pour le risque « Santé » à compter du 01/01/2023 (Sous réserve d'être satisfait des résultats de la mise en concurrence)

- ✓ dès la date de prise d'effet de la convention de participation

La collectivité envisage de participer à des contrats labellisés à la demande des agents

DISPOSITIF EXISTANT POUR LE RISQUE PREVOYANCE MAINTIEN DE SALAIRE

La collectivité ne participe pas actuellement à la protection sociale complémentaire de ses agents pour le risque « Maintien de salaire »

PERSPECTIVE POUR LE RISQUE PREVOYANCE MAINTIEN DE SALAIRE

La collectivité est susceptible d'adhérer à la convention de participation qu'envisagent de mettre en place par les Centres de Gestion Normands pour le risque « maintien de salaire » à compter du 01/01/2023 (Sous réserve d'être satisfait des résultats de la mise en concurrence)

- ✓ Dès la date de prise d'effet de la convention de participation

La collectivité n'envisage pas de participer à des contrats labellisés

Compte tenu de l'ensemble des éléments exposés, le 10 décembre 2021 le conseil municipal :

- Prend acte des nouvelles dispositions prochainement en vigueur en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux (ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021)

QUESTIONS DIVERSES :

Monsieur le maire informe le conseil municipal que la fibre est arrivée sur la commune, des flyers vont nous être envoyés pour nous permettre d'en informer la population, ils seront distribués dès que la commune les aura reçus, en attendant une information est postée dès à présent sur PanneauPocket.

L'ordre du jour et les questions complémentaires étant épuisés, la séance est levée à 19H30.